Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Déclaration Balfour : la Grande-Bretagne a rompu sa faible promesse envers les Palestiniens

Par Jonathan Cook
Mondialisation.ca, 15 novembre 2017

Région : L'Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Histoire et Géopolitique
Analyses: LA PALESTINE

Il y a plus qu'une pointe d'ironie dans la décision du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou d'assister à un dîner de *célébration* cette semaine à Londres avec son homologue britannique, Theresa May, marquant le centenaire de la déclaration Balfour.

Les objections palestiniennes au document de 1917 sont bien connues. Le Britannique Balfour n'avait pas le droit de promettre un « *foyer national pour le peuple juif* » en Palestine, sur la terre d'un autre peuple.

Mais les Israéliens ont appris une histoire différente dans laquelle ils ont été trahis, et non pas les Palestiniens.

En 1939, la Grande-Bretagne a semblé révoquer sa promesse, affirmant « *sans équivoque* » qu'elle ne créerait pas un État juif en Palestine. Des limites à l'immigration juive [en Palestine] ont été imposées, à une époque où les juifs européens fuyaient l'Holocauste nazi.

C'est pour cette raison que, il y a près d'un quart de siècle, Netanyahou accusait la Grande-Bretagne de perfidie dans son livre « *Une place parmi les nations* ».

On peut comprendre la réticence des Israéliens aujourd'hui à concéder le rôle pivot joué par la Grande-Bretagne. La Déclaration Balfour est un rappel embarrassant qu'un État juif était le fruit d'un projet colonial transparent.

Arthur Balfour et sa Déclaration

En fait, la Grande-Bretagne aidait les sionistes du mieux qu'elle pouvait, étant donné la nécessité de peser ses intérêts impériaux. Des restrictions à l'immigration ont été

introduites dans le cadre de la grave épreuve d'un soulèvement armé de trois ans, lancé par les Palestiniens déterminés à empêcher que leur pays soit bradé.

L'historien Rachid Khalidi a noté que la révolte palestinienne de la fin des années 1930 a peut-être été la plus longue grève générale anticoloniale de tous les temps. Cela représentait une telle menace que la Grande-Bretagne a engagé des milliers de soldats supplémentaires pour réprimer l'insurrection, alors même que la guerre menaçait en Europe.

Au moment où la Grande-Bretagne a quitté la Palestine en 1948, elle avait supervisé trois décennies au cours desquelles les sionistes ont été autorisés à développer les institutions de l'État : un gouvernement en attente, l'Agence juive, une proto-armée avec la Hagana, et un établissement foncier et colonial connu sous le nom de Fonds national juif.

En revanche, tous les signes du nationalisme palestinien, sans parler de la construction de la nation, ont été impitoyablement écrasés. À la fin de la révolte arabe, moins d'une décennie avant que les Palestiniens subissent une campagne de nettoyage ethnique par les sionistes, la société palestinienne était en ruines.

Israël a appris deux leçons de la Grande-Bretagne, qui ont guidé sa lutte ultérieure pour réprimer les tentatives de libération palestiniennes.

Premièrement, Israël a continué les mesures draconiennes de la domination coloniale britannique. Au début des années 1950, Menahem Begin, chef de la milice pré-étatique Irgoun et futur Premier ministre israélien, a qualifié les lois d'urgence britanniques de *« lois nazies »*.

Néanmoins, elles ont été incorporées dans les règlements militaires qu'Israël utilise contre les Palestiniens sous occupation. De manière significative, ces règlements sont également toujours en vigueur en Israël contre la grande minorité de citoyens palestiniens du pays, soit une personne sur cinq de la population. Israël doit encore mettre fin à son état d'urgence de sept décennies.

L'autre leçon découle du libellé de la Déclaration Balfour. Elle qualifie les Palestiniens autochtones – alors 90% des habitants de la Palestine – de *« communautés non juives existantes »*. Elle a seulement promis de protéger leurs *« droits civils et religieux »*, en leur refusant la reconnaissance en tant que nation méritant des droits politiques et sociaux.

Israël a endossé le costume. Les Palestiniens en Israël ont été qualifiés de *minorités*, ou d'*Arabes israéliens* génériques, plutôt que de Palestiniens. Les lois perverses sur la nationalité d'Israël leur attribuent des classifications en grande partie religieuses comme les Druzes, les Araméens (chrétiens) et les Arabes (de plus en plus synonymes de musulmans).

Dans l'est de Jérusalem occupé, les Palestiniens se voient refuser toute représentation nationale et institutionnelle. Et en Cisjordanie, les pouvoirs de l'Autorité palestinienne – soi-disant le gouvernement naissant des Palestiniens – ne vont pas au-delà du simple travail de sécurité pour le compte d'Israël, et des services municipaux comme la collecte des ordures. En pratique, l'autorité sévèrement limitée de l'AP est confinée à une infime partie de la Cisjordanie.

En conséquence, les ambitions nationales des Palestiniens se sont effondrées précipitamment : de la lutte de Yasser Arafat pour un État démocratique laïc dans toute la

Palestine, aux enclaves actuelles de Gaza et aux miettes de la Cisjordanie.

Israël a systématiquement rejeté pour les Palestiniens l'autodétermination même qu'il exigeait des Britanniques.

Le gouvernement de Netanyahou se prépare à annuler tout espoir persistant d'un État palestinien avec l'avancée la plus significative vers l'annexion du territoire palestinien en 40 ans, lors de l'annexion de Jérusalem. Le plan est d'étendre considérablement les limites de Jérusalem pour inclure de grandes colonies juives en Cisjordanie comme Maale Adumim.

En outre, Netanyahou aurait promis 230 millions de dollars pour construire cinq autoroutes en Cisjordanie, pour faciliter les mouvements entre Israël et les colonies.

Y a-t-il une opposition ? Avi Gabbay, nouveau dirigeant de l'Union sioniste de centre-gauche, ne semble pas différent de l'extrême droite. Le mois dernier, il a déclaré : *« Je crois que toute la Terre d'Israël [la Palestine historique] est à nous »* ajoutant, *« aucune colonie en Cisjordanie ne sera évacuée, même pour la paix. »*

La Grande-Bretagne a rempli sa promesse aux sionistes dans son intégralité, mais même son faible engagement envers les Palestiniens, pour protéger leurs droits civils et religieux, a été rompu. Des excuses de la part de la Grande-Bretagne sont attendues depuis longtemps, tout comme les efforts pour réparer les dégâts qu'elle a causés il y a cent ans.

Jonathan Cook

Article original en anglais :

Balfour Declaration: Britain Broke Its Feeble Promise to the Palestinians, publié le 2 novembre 2017

Traduit par jj, relu par Cat pour le Saker Francophone

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Jonathan Cook, Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : Jonathan Cook

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca